

BUDGET

En 2023, Bruxelles creuse sa dette de 1,1 milliard

La Région bruxelloise maintient l'an prochain ses lourds investissements en termes de mobilité et débloque 200 millions d'euros pour aider les entreprises et les ménages face à la crise énergétique.

JULIEN THOMAS

Le gouvernement fédéral a annoncé mardi diverses mesures de soutien face à la crise énergétique. L'équipe bruxelloise de Rudi Vervoort (PS) a fait pareil mercredi lors de la présentation de son budget 2023. Bruxelles a consenti un effort important au regard de ses faibles marges financières. Au total, une enveloppe de 200 millions d'euros doit permettre d'atténuer la flambée des prix liée à l'énergie. Elle comprend 120 et 26 millions d'euros d'aides directes aux entreprises et au secteur non-marchand. Les 200 millions d'euros bénéficient aussi aux CPAS, au dispositif d'aide à la rénovation Renolution et à la politique de rénovation des logements sociaux. Les premiers reçoivent 30 millions d'euros. Le budget du second passe à 100 millions d'euros (+ 18 millions). Enfin, la troisième voit ses moyens croître de 10 millions d'euros. Dans un tout autre registre, celui de la mobilité, la Stib n'indexera pas ses tarifs et les plus de 65 ans bénéficieront d'un abonnement à prix réduit (12 euros par an). Ces deux mesures coûteront respectivement 9,3 et 4,1 millions d'euros.

Le gouvernement bruxellois allouera de manière ciblée ses aides aux entreprises. Une étude de l'Ibsa sur le tissu économique le plus sensible à la flambée de l'énergie dans la capitale servira de support. « On y retrouve notamment les restaurants et les cafés, les coiffeurs, les blanchisseries, les boulangeries, les soins de santé, les services aux personnes, ainsi que l'industrie culturelle et le secteur de la construction. L'aide consistera, comme l'ont prévu les gouvernements wallon et flamand, à une intervention plafonnée à 30 % du surcoût de l'énergie », explique la secrétaire d'Etat à la Transition économique Barbara Trachte (Ecolo). Les entreprises saluent l'arrivée de ces aides directes. Elles les considèrent toutefois insuffisantes. « Trop peu, trop tard, mais on sait aussi que les moyens de la Région sont limités », résume le secrétaire général de la fédération d'entreprises bruxelloises Beci Jan De Brabanter. La responsable d'UCM Bruxelles tient des propos identiques. Elle salue toutefois l'effort bud-

gétaire consenti : « La somme n'est pas négligeable. Elle est proportionnellement plus élevée qu'en Wallonie. »

Les CPAS à moitié satisfaits

Les 30 millions d'euros octroyés aux CPAS doivent bénéficier aux ménages les plus en difficulté avec leurs factures d'énergie. Le gouvernement renouvelle ainsi le mécanisme de soutien en place en 2022 (20 millions d'euros). « Les aides énergie allouées par les CPAS ne sont pas réservées aux allocataires des CPAS. Toute personne qui a des difficultés pour payer ses factures peut y faire appel », rappelle le ministre de l'Action sociale Alain Maron (Ecolo). La fédération bruxelloise des CPAS se réjouit, pour sa part, de l'enveloppe annoncée. Elle aurait toutefois préféré une aide plus structurelle. « On aurait souhaité une pérennisation de l'aide qui s'inscrive dans une trajectoire pluriannuelle », explique le cabinet de son président Khalid Zian (PS). Enfin, l'exécutif bruxellois a budgété 13 millions d'euros en plus pour le secteur des titres-services. Le ministre de l'Emploi Bernard Clerfayt (Défi) doit d'ailleurs prochainement présenter une réforme qui permette de pérenniser le système.

Au final, l'équipe de Rudi Vervoort (PS) a tenté de protéger les plus vulnérables. Force est toutefois de constater que Bruxelles creusera encore une fois son endettement l'année prochaine. Le budget 2023 prévoit 7 milliards de recettes contre 8,1 de dépenses. Soit une différence de 1,1 milliard. Cette somme non couverte contient 400 millions de dépenses diverses, les 500 millions d'investissements stratégiques (mobilité) et les 200 millions d'aide face à la crise énergétique. Le ministre des Finances Sven Gatz (Open VLD) assure que les investissements stratégiques et les aides face à la crise énergétique peuvent chaque fois être sortis du budget classique. Il préfère donc évoquer un déficit de 400 millions d'euros. « L'Europe permet de sortir les aides temporaires pour les secteurs vulnérables », insiste le libéral flamand. L'exécutif vise toujours officiellement un retour à l'équilibre en 2024 hors investissements stratégiques. Cet objectif semble toutefois impossible à respecter.

D'autant que le gouvernement a déjà fort peiné cette année au moment de trouver des économies. Ses ambitions en la matière ont baissé au fil des négociations budgétaires. Au final, les ministres bruxellois ont prévu de trouver 150 millions d'euros, dont 60 pour le projet Optiris. Celui-ci prévoit notamment des rationalisations et des non-remplacements de départ à la retraite au sein de l'administration. Une moitié des 150 millions d'économies se compose de mesures dont Sven Gatz réserve la primeur au parlement. Les plus de 200 millions d'euros de recettes supplémentaires constituent la seule bonne nouvelle dans ce paysage budgétaire morose. Elles proviennent notamment de la hausse de la dotation fédérale et des recettes issues de l'impôt des personnes physiques.

L'équipe de Rudi Vervoort (PS) a tenté de protéger les plus vulnérables dans cette crise de l'énergie. © BELGA.

